

LA CHRONIQUE DE
GILLES DOWEK

L'ÉCOLE AUX PRISES AVEC LA FRACTURE NUMÉRIQUE

Durant le confinement, les réseaux de télécommunication ont joué un rôle essentiel. Pourtant, une fraction importante de la population n'y a pas accès. Un volet capital du défi posé à l'école par le numérique.



Grâce aux outils numériques, les enfants ont pu suivre des cours durant le confinement. Mais tous n'y ont pas accès.

La légende raconte que la période la plus productive d'Isaac Newton fut entre 1665 et 1666, alors qu'il s'était confiné à la campagne pour échapper à une épidémie de peste, qui tua un habitant de Londres sur cinq. L'idée de confinement n'est donc pas nouvelle. En revanche, l'ampleur de celui que nous avons mis en place pour nous protéger du SARS-CoV-2 l'est sans doute, puisque plus de la moitié de la population mondiale s'est confinée tout en maintenant, tant bien que mal, l'activité de l'industrie, des services, de la presse, des écoles, etc.

Que nous nous en réjouissons ou que nous le déplorions, ce confinement inédit a été rendu possible par les réseaux informatiques, qui n'existaient pas à l'époque de Newton et qui nous ont permis de rester en contact les uns avec les autres : un confinement de cette ampleur, sans aucune communication avec l'extérieur, sans même la possibilité de savoir si le

confinement est achevé ou non, aurait été très dur sur le plan psychologique et sans doute impossible sur le plan pratique.

De ce fait, ce confinement a été beaucoup plus difficile pour ceux qui sont exclus de ces réseaux, sans pouvoir travailler ou étudier à distance, informés seule-

**En France, 12%
de la population
n'a pas accès à internet
depuis son domicile**

ment par la radio et la télévision, coupés de leur famille et même sans possibilité d'accéder à des attestations de déplacement dérogatoire ou de les imprimer.

En France, 12% de la population n'a pas accès à internet depuis son domicile et cette crise sanitaire nous montre, à

nouveau, l'importance de faire de cet accès au réseau un droit fondamental (voir ma chronique dans *Pour la Science* de novembre 2017). Mais il ne suffit pas d'avoir un accès au réseau, il faut aussi savoir l'utiliser et, selon l'Insee, 43% des personnes de 16 à 74 ans ont une capacité numérique «nulle ou faible», ce qui constitue un défi à relever pour l'école, avant la prochaine épidémie.

Relever ce défi est possible, car l'école a été, pendant cette crise, au cœur de ces transformations des moyens de communication. Les enseignants, de la maternelle au doctorat, ont, comme d'autres, fait d'énormes efforts pour continuer au mieux leurs missions : rester en contact avec leurs élèves ou étudiants, faire cours en vidéo ou en visioconférence, donner des devoirs et ramasser les copies par courrier électronique, etc. Ils ont mis en pratique, à grande échelle, des méthodes jusqu'alors expérimentées à une échelle moindre, dans les cours en ligne, tels les moocs (voir ma chronique de mai 2014). Il est établi que ces modalités pédagogiques sont moins efficaces que l'enseignement en présentiel, surtout avec les élèves les plus jeunes, dont la motivation fluctue. Mais, en temps de crise, elles permettent une salutaire continuité pédagogique.

Ce confinement a donc transformé, pour un temps au moins, le rapport de l'école aux objets informatiques. Rappelons-nous qu'il y a juste deux ans, le 7 juin 2018, les députés votaient une loi interdisant l'utilisation, par un élève, d'un téléphone mobile ou de tout autre équipement terminal de communications électroniques, dans les écoles maternelles, les écoles élémentaires et les collèges. Loi qui avait, à l'époque, trouvé, dans la communauté enseignante, beaucoup d'opposants, mais aussi beaucoup de partisans.

Il est paradoxal que ces équipements, hier encore bannis de l'école, lui aient permis, pendant cette période de confinement, de continuer à exister. ■

GILLES DOWEK est chercheur à l'Inria, enseignant à l'École normale supérieure de Paris-Saclay et membre du Comité national pilote d'éthique du numérique.

ALLIANCE URGENCES

UNIS FACE À L'URGENCE



© Toby Madden pour Action contre la Faim

URGENCE CORONAVIRUS

6 ONG 1 CLIC 1 DON

ALLIANCEURGENCES.ORG

Pour venir en aide aux victimes en un seul don, Alliance Urgences rassemble les forces de 6 ONG.





LA CHRONIQUE DE
VIRGINIE TOURNAY

COVID-19 : CONFUSION ENTRE POLITIQUE ET SCIENCE

Pour bénéficier de la confiance des citoyens, les gouvernants doivent éviter de parler au nom de la science.



La communication autour du Covid-19 affiche un partenariat étroit entre le décideur public et les spécialistes des maladies infectieuses. Cette alliance visible du politique et de l'expert est-elle un gage de confiance pour les Français? Rien n'est moins sûr. Une démarcation nette entre ces deux ordres de rationalités s'avère essentielle pour que les gouvernés consentent au pouvoir des gouvernants.

Les travaux de sciences sociales se sont accumulés pour nous avertir que la décision politique n'est pas de nature scientifique. Ainsi, la connaissance des paramètres de l'épidémie renseigne sur son évolution et les techniques de biologie moléculaire assurent la mise au point de tests sérologiques ou autres. Pour autant, ces outils ne déterminent pas les mesures de confinement et de dépistage: celles-ci reposent sur des arbitrages socioéconomiques. Évidemment, la prise en compte des données de la science est un impératif moral, voire constitutionnel puisqu'elle est garante de l'intérêt général

sanitaire, mais l'élaboration des politiques publiques ne s'y réduit pas.

Le corollaire de cette distinction est double. Si les scientifiques ne peuvent pas décider de la manière de contrôler le pic épidémique, la communication gouvernementale ne peut, elle, *représenter* la science ni *parler au nom* de celle-ci.

La politique publique ne se réduit pas aux considérations de science

Souvent négligée, cette dernière dimension est pourtant le nerf de la confiance. Le malaise des citoyens s'est accentué lorsque nos gouvernants se sont exprimés scientifiquement sur l'arrivée possible du Covid-19 en France, le port du masque, la contagiosité des enfants ou la fragilité des seniors. Ainsi, l'urgence mondiale de la crise sanitaire

a incité les pouvoirs publics à mobiliser les expertises, parfois jusqu'à confondre les deux registres.

De plus, la survenue de la pandémie pose des querelles interprétatives empreintes de biais cognitifs qui la sortent du registre de la science. Ainsi, un quart des Français considèrent que le virus est apparu en laboratoire, et 17% de la population plaide pour une fabrication intentionnelle de cet agent (Conspiracy Watch, 28 mars 2020). Intervient ici le biais «d'agentivité» consistant à prêter aux entités collectives, qu'il s'agisse des scientifiques, des pathogènes, de la nature, des étrangers, etc. une faculté d'action volontaire sur le monde, biais cognitif qui alimente maintes théories complotistes.

Par exemple, certaines de ces théories attribuent au virus du Covid-19 une origine humaine, chinoise notamment, tandis qu'on a vu des figures écologistes associer la pandémie à une révolte de la «Nature». Comparable à la punition divine de jadis, ce langage métaphorique fait de cette dernière une force animée d'une intention.

Dans l'histoire des épidémies, la recherche des causes se joint souvent au dérèglement des mœurs ou du climat. Depuis l'Église amenée à pardonner les péchés des croyants frappés par le coronavirus jusqu'à la personnification d'une nature meurtrière, la saisie du phénomène épidémique comme objet de science est entravée. Elle l'est d'autant plus que la distinction entre la production des données et leur représentation politique tend à s'effacer. Livrées chaque soir, les statistiques de l'infection et de la mortalité sont des indicateurs à la fois épidémiologiques et de l'action gouvernementale. La pandémie en tant qu'objet de science n'est pourtant pas la pandémie saisie comme objet politique qui affecte tous les pans de la société. Aussi, la communication politique des aléas reste une gageure. Difficile alors de ne pas y accoler un bouc émissaire ou un châtiment de la Nature... ■

VIRGINIE TOURNAY, biologiste de formation, est politologue et directrice de recherche du CNRS au Cevipof, à Sciences Po, à Paris.